



Conseil de sécurité

Distr. générale
22 mai 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 17 mai 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par la Jamaïque en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 15 mai 2002, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport que la Jamaïque a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité ainsi que ses annexes (voir pièce jointe).

Le Gouvernement jamaïcain est prêt à fournir d'autres renseignements au Comité si celui-ci le juge nécessaire.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(*Signé*) Patricia **Durrant**

Pièce jointe

Rapport présenté au Comité contre le terrorisme par le Gouvernement jamaïcain* en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

I. Introduction

La Jamaïque réitère sa volonté de coopérer pleinement avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme, dans le respect du droit international. Elle appuie les résolutions 1368 (2001) et 1373 (2001) du Conseil de sécurité réaffirmant les buts et objectifs de la résolution 1269 (1999) qui vise à combattre la menace terroriste par la coopération internationale et à réprimer impérativement le financement des activités terroristes dans le monde.

En décembre 2001, la Jamaïque a soumis un rapport préliminaire au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste sur les mesures qu'elle a prises pour appliquer la résolution en question.

La Jamaïque est partie à quatre des 12 conventions et protocoles multilatéraux sur les responsabilités revenant aux États dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et envisage d'adhérer aux huit autres et d'élaborer la législation interne nécessaire à leur application.

Au niveau national, la Jamaïque a renforcé la sécurité à tous les points d'entrée et la compagnie aérienne nationale a renforcé la sécurité. La Banque de Jamaïque communique régulièrement aux établissements financiers les listes mises à jour de personnes, groupes ou organisations soutenant le terrorisme, établies par le Conseil de sécurité. Les enquêtes réalisées à ce jour n'ont pas mis en évidence d'avoirs appartenant à l'une de ces entités.

Le Gouvernement a tenu des consultations avec les milieux d'affaires et d'autres parties prenantes et a évalué l'incidence des attaques terroristes sur l'économie jamaïcaine, notamment sur le secteur du tourisme. Il a également envisagé le soutien que le Gouvernement devrait apporter pour préserver la stabilité économique du pays.

À l'échelon régional, la Jamaïque s'est associée aux efforts déployés par la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Organisation des États américains (OEA) pour collaborer à la lutte contre le terrorisme. Elle soutient le Plan d'action sur la coopération à l'échelle du continent pour la prévention du terrorisme, la lutte contre ce fléau et son élimination lancé par l'OEA en 1996 et l'engagement pris par la deuxième Conférence spécialisée interaméricaine sur le terrorisme qui s'est tenue en novembre 1998. La Jamaïque participe actuellement aux négociations en vue de l'élaboration d'une autre convention de l'OEA sur la lutte contre le terrorisme.

Conscients du lien entre le terrorisme et la criminalité organisée, la Jamaïque et les autres États de la Communauté des Caraïbes ont signé la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, le 26 septembre 2001.

* Les annexes peuvent être consultées auprès du Secrétariat.

La Jamaïque a également signé le Protocole contre la fabrication illicite d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, le 14 novembre 2001.

Au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, les chefs de gouvernement des États membres de la CARICOM ont tenu une session d'urgence aux Bahamas et ont publié la Déclaration de Nassau sur le terrorisme dans laquelle ils sont convenus des mesures à prendre pour combattre ce fléau.

La Jamaïque a publié, avec d'autres pays du Commonwealth, une déclaration commune sur le terrorisme international et les mesures de coopération visant à le combattre. Avec d'autres États du Commonwealth, elle a adopté un plan d'action contre le terrorisme, lors de la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, organisée en mars 2002.

II. Application

Paragraphe 1

Alinéa a) – Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et supprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?

1. Le Gouvernement jamaïcain est fermement résolu à utiliser toutes les ressources disponibles et à renforcer ses capacités pour prévenir et réprimer le financement de toute activité terroriste dont il aurait connaissance. Actuellement, le financement des activités terroristes n'est pas érigé en infraction et il n'existe aucune loi spéciale contre le terrorisme et les infractions qui lui sont associées. Toutefois, les infractions causant des dégâts corporels, des pertes en vie humaine ou des dégâts matériels sont punissables par la loi (coutumière ou écrite). La loi sur les infractions contre les personnes réprime les atteintes à la personne humaine, y compris le meurtre. Le terrorisme y est mentionné à l'article 2 f) qui porte sur le meurtre commis dans le cadre de la préparation ou de l'exécution d'un acte de terrorisme. Cette définition devra cependant être modifiée.

2. La révision de la loi sur la destruction volontaire de biens, aux fins de l'intégration de certaines des dispositions de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, est actuellement à l'étude.

3. Depuis qu'elle a signé la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, le 11 novembre 2001, la Jamaïque a envisagé toutes les mesures à prendre pour l'appliquer. Elle a créé pour ce faire un comité interministériel sur les mesures de lutte contre le terrorisme, présidé par le Ministère de la sécurité nationale et composé de représentants de tous les services juridiques du Gouvernement, de plusieurs grands ministères clefs, du Procureur général de l'État et de la Banque de Jamaïque. Un sous-comité juridique a examiné tous les instruments de lutte contre le terrorisme des Nations Unies afin de déterminer la procédure législative à engager pour assurer leur application.

4. Plusieurs textes législatifs ont été jugés essentiels à cet égard. Il s'agit notamment des lois sur le blanchiment de l'argent, les infractions à la législation sur

les stupéfiants (confiscation du produit du crime), l'extradition et l'entraide judiciaire (en matière pénale).

5. Le Gouvernement a l'intention d'élaborer un cadre législatif et administratif pour lutter globalement contre les activités terroristes et collaborer à l'échelon international. Une loi d'application générale sera adoptée dont le texte est encore à l'examen.

6. Depuis les années 70, le secteur financier de la Jamaïque a connu une croissance rapide liée en grande partie à la diversification de l'économie du pays. Au fil des ans, il a fait l'objet d'une réglementation de plus en plus stricte visant à garantir sa gestion prudente, saine et efficace, et notamment depuis toujours à prévenir toute opération de blanchiment de l'argent et autres activités illicites.

7. Le cadre réglementaire indépendant existant est le résultat des enseignements tirés de l'expérience, des conseils des consultants et des donateurs internationaux et de la volonté du Gouvernement d'appliquer les normes internationales les plus strictes à ce secteur.

8. La Banque de Jamaïque, en tant que banque centrale, est chargée de la réglementation des institutions financières, notamment du respect de la loi sur le blanchiment de l'argent, qui lui impose de publier des directives sur les mesures et procédures visant à prévenir les activités de blanchiment de l'argent. Elle est également chargée de contrôler périodiquement ces institutions.

Alinéa b) – Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

9. La loi sur le blanchiment de l'argent (1996) porte sur la prévention et la répression du blanchiment de l'argent et les produits du crime. Les principales infractions visées sont celles concernant les stupéfiants ou les armes à feu et celles impliquant une fraude, un acte de corruption ou une tromperie. Bien qu'elle ne couvre pas le financement du terrorisme, elle peut être invoquée dans des affaires de ce type et sa révision dans ce sens est donc actuellement envisagée. Son article 2 autorise le Ministère à modifier la liste des infractions particulières ou principales auxquelles elle s'applique, sous réserve de ratification par le Parlement.

10. Les peines prévues vont d'une amende de 1 million de dollars jamaïcains ou cinq (5) à vingt (20) ans d'emprisonnement. Si la Banque de Jamaïque constate que les directives sur le blanchiment de l'argent ne sont pas respectées, elle peut prendre des mesures à l'encontre de l'institution fautive, voire suspendre son activité.

Alinéa c) – Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent des actes de terrorisme ou des entités appartenant à ces personnes ou contrôlées par elles?

11. En matière pénale, seule la loi relative aux infractions à la législation sur les stupéfiants permet le gel, la mise sous séquestre, la confiscation ou la saisie d'avoirs (confiscation du produit du crime). Son champ d'application devra donc être élargi à d'autres infractions, et son titre modifié.

12. Il convient de noter que, sous sa forme actuelle, la loi ne peut être invoquée que si le propriétaire des avoirs est accusé d'avoir commis une infraction, auquel cas ses avoirs peuvent être gelés jusqu'à la fin de son procès. Le but recherché est

de protéger les droits constitutionnels des Jamaïcains. La Constitution n'autorise pas la confiscation civile. Par ailleurs, les tribunaux jamaïcains rejetteraient certainement toute demande de gel d'avoirs concernant une personne qui n'est pas poursuivie pour une infraction commise dans le pays, là encore dans un souci de respect des garanties constitutionnelles.

13. En conséquence, l'obligation de geler les avoirs d'une personne parce que son nom figure sur une liste établie par le Conseil de sécurité soulève, notamment, la question des droits fondamentaux garantis par la Constitution et de leur respect.

Alinéa d) – Quelles sont les mesures mises en place pour interdire aux nationaux de votre pays ou à toute autre personne se trouvant sur votre territoire de mettre des fonds, avoirs financiers ou autres ressources économiques ou services financiers ou autres services connexes à la disposition de personnes qui commettent des actes terroristes ou d'entités appartenant à ces personnes ou contrôlées par elles?

14. Voir paragraphe 9, loi antiblanchiment d'argent. Cette loi réprime également l'association de malfaiteurs et la complicité dans le cadre d'infractions à la législation sur le blanchiment de l'argent. L'article 6 oblige les institutions financières à déclarer toute transaction suspecte.

15. D'autres mesures législatives sont à l'étude.

Paragraphe 2

Alinéa a) – Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes; et ii) l'approvisionnement en armes des terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

16. Le Gouvernement jamaïcain s'est efforcé d'améliorer les capacités de la police dans le domaine du renseignement criminel en élaborant de nouveaux textes comme le projet de loi sur l'interception des communications, actuellement examiné par le Sénat (Chambre Haute).

17. Il n'existe aucune preuve que la Jamaïque soit utilisée comme base de recrutement de terroristes. Toutefois, l'utilisation du pays en tant que point de transbordement de stupéfiants et les liens avec les trafiquants de drogues ne sont pas des problèmes nouveaux. Ce type d'activités illégales peut être qualifié de « narcoterrorisme » en raison de ses incidences sur la société et les autres.

18. Le port d'armes est interdit en Jamaïque. Tout porteur d'une arme à feu ne disposant pas d'un permis commet une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement allant de cinq (5) ans à la perpétuité. La loi sur les armes à feu réglemente l'importation, l'exportation, le transbordement, la vente et la possession d'armes à feu et de munitions et oblige les armuriers à obtenir une licence et à subir des contrôles.

19. Tout particulier qui souhaite obtenir un permis de port d'arme doit prouver qu'il ne constitue pas un danger pour la sécurité d'autrui ou pour la paix; qu'il sait manier et entretenir l'arme en question et qu'il a pris des dispositions pour l'entreposer dans un endroit sûr lorsqu'il ne la porte pas.

20. La Jamaïque ne fabrique pas d'armes à feu, de munitions ou autres armes de destruction. Elle a signé la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes ainsi que le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Des démarches sont en cours afin de ratifier et d'appliquer ces deux conventions.

Alinéa b) – Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis, et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

21. La Jamaïque a mis en place un vaste réseau de mécanismes de coopération pour lutter contre la criminalité. La loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale l'autorise à fournir une assistance très diverse, notamment des renseignements sur les actes envisagés à cet alinéa, à d'autres États avec lesquels elle a signé des accords bilatéraux ou à certains pays du Commonwealth.

22. En outre, la police jamaïcaine peut collaborer, directement et sur une base moins officielle, avec les forces de police d'autres États, à leur demande. L'adhésion à des organisations régionales ou internationales chargées des questions de sécurité, notamment Interpol, élargit le champ d'action d'une telle collaboration.

Alinéa c) – Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple, des lois visant à exclure ou à expulser les types de personnes visées à cet alinéa?

23. Dès l'identité de ces personnes établie, des mesures peuvent être prises pour interdire leur entrée en Jamaïque ou procéder à leur expulsion, si elles constituent une menace pour la sécurité nationale ou si leur présence dans le pays peut être considérée comme une menace pour le bien public. La loi sur l'immigration (Citoyens du Commonwealth) et la loi sur les étrangers sont les textes applicables à cet égard. En vertu des articles 5 et 6 de la loi sur les étrangers, le ministre peut rendre une ordonnance pour interdire l'entrée de certaines personnes sur le territoire national. Les ordonnances d'expulsion sont prévues à l'article 15. En outre, la loi sur l'extradition pourra s'appliquer à ces personnes, lorsque les actes terroristes seront érigés en infraction.

Alinéa d) – Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États?

24. En cas de participation avérée à des activités terroristes, la personne concernée peut faire l'objet d'une procédure d'expulsion ou d'extradition si une telle demande a été formulée par un autre État. Un texte législatif est actuellement à l'étude à cet égard.

Alinéa e) – Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes?

25. Pour la Jamaïque, « traduire en justice » signifie engager des poursuites contre une personne ou l'extrader vers un pays où elle sera jugée dans le respect de la loi (notamment des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme). Comme

indiqué au paragraphe 1 du présent rapport, la Jamaïque ne dispose pour l'instant d'aucun texte législatif particulier relatif au terrorisme. En conséquence, les poursuites ne peuvent être engagées qu'en vertu des lois relatives aux atteintes à la vie ou aux biens des personnes, lesquelles prévoient des peines aggravées en cas de blessures graves, pertes en vie humaine ou dommages matériels importants. Lors du processus de ratification des douze (12) conventions des Nations Unies sur la répression du terrorisme, la Jamaïque veillera à ce que la législation tienne compte des obligations visées à cet alinéa.

Alinéa f) – Quelles procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États?

26. Cette question a été abordée au paragraphe 21. Toutefois, des informations sur les mesures et procédures mises en place par la Jamaïque peuvent être communiquées à tout État qui en fait la demande.

Alinéa g) – Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures avez-vous prises pour en empêcher la contrefaçon, etc.?

27. L'entrée sur le territoire jamaïcain est réglementée par les lois sur les étrangers et sur l'immigration (Citoyens du Commonwealth), étant donné que la loi établit une distinction entre les ressortissants du Commonwealth et les ressortissants d'autres pays (étrangers). Le Ministère de la sécurité nationale fixe les conditions d'octroi des visas. Celles-ci sont périodiquement révisées compte tenu de facteurs tels que les incidences pour la sécurité, le nombre de faux documents de voyage, etc. Dans l'ensemble, tous les visiteurs doivent être titulaires d'un titre de voyage en cours de validité, notamment d'un billet de retour, et les contrôles efficaces aux frontières ainsi que ceux effectués lors de la délivrance des papiers d'identité et des documents de voyage permettent de prévenir les mouvements de terroristes ou de groupes terroristes.

28. Depuis le 11 septembre 2001, des efforts ont été déployés pour renforcer la sécurité à tous les points d'entrée, avec une aide internationale. De surcroît, les garde-côtes jamaïcains reçoivent une assistance matérielle pour accroître leurs patrouilles dans les eaux territoriales et prévenir toute entrée illégale dans le pays.

29. La loi sur les passeports régit la délivrance des passeports et autres documents de voyage. En 2001, le Ministère de la sécurité nationale a commencé à introduire progressivement de nouveaux passeports lisibles par machine et impossibles à falsifier.

30. Les passeports et autres titres de voyage sont délivrés par le Bureau des passeports et les missions diplomatiques et consulaires à l'étranger. Des dispositions particulières ont été prises pour assurer la sécurité de ces documents et le contrôle est effectué tant par le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur que par le Ministère de la sécurité nationale.

31. L'utilisation de titres de voyage frauduleux et l'entrée illégale dans le pays constituent des infractions pénales et leurs auteurs sont passibles de peines de prison et d'expulsion.

Paragraphe 3

Alinéa a) – Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles dans les activités terroristes et la coopération visées à cet alinéa?

32. La Jamaïque s'efforcera encore de renforcer la capacité de ses services de maintien de l'ordre en vue d'échanger des informations dans les domaines répertoriés. Elle a toujours fait preuve d'une volonté ferme à cet égard et elle poursuivra dans ce sens.

Alinéa b) – Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements conformément au droit international et national et pour coopérer sur les plans administratif et judiciaire afin de prévenir les actes de terrorisme?

33. Ces obligations ont été, pour l'essentiel, abordées dans la réponse à la question posée à l'alinéa f) du paragraphe 2.

Alinéa c) – Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer, en particulier dans le cadre d'accords et d'arrangements bilatéraux et multilatéraux, afin de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes?

34. La Jamaïque, en tant que petit État insulaire en développement, est consciente que la coopération avec les institutions bilatérales et multilatérales est la méthode la plus efficace, voire la seule, pour combattre les activités terroristes. L'Organisation des Nations Unies est l'instance la mieux adaptée et la plus représentative pour élaborer le cadre qui permettra de lutter contre ce fléau.

35. Outre sa participation aux initiatives de lutte contre le terrorisme, la Jamaïque contribue également aux activités mises en oeuvre par l'OEA et le Commonwealth pour résoudre ce problème. À l'échelon bilatéral, les accords d'entraide judiciaire avec les États-Unis et le Canada, en sus des négociations en cours avec plusieurs États d'Amérique latine, montrent l'importance qu'elle accorde aux mesures antiterroristes.

36. La Jamaïque est également membre du Groupe d'action financière internationale dans les Caraïbes qui est affilié au Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI). Les recommandations de ce dernier sur le financement du terrorisme sont actuellement examinées pour suite à donner dans le cadre du programme législatif et administratif plus large élaboré par la Jamaïque pour combattre le terrorisme.

Alinéa d) – Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature et/ou la ratification des conventions internationales relatives au terrorisme ou leur adhésion?

37. La Jamaïque a signé et ratifié les instruments des Nations Unies ci-après ou y a adhéré :

a) Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (1963) – ratifiée le 15 septembre 1983;

b) Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (1970) – ratifiée le 15 septembre 1983;

c) Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (1971) – ratifiée le 15 septembre 1983.

C'est la loi sur les aéronefs (conventions de Tokyo, de La Haye et de Montréal) qui porte application de ces trois (3) conventions.

d) Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (1973) – adhésion le 21 septembre 1978;

e) Convention internationale contre la prise d'otages (1979) – signée le 27 février 1980;

f) Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999) – signée en novembre 2001.

38. Comme indiqué au paragraphe 1 du présent rapport, les autres instruments sont à l'étude pour adoption par le Parlement et application.

Alinéa e) – Donner tous renseignements sur l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et des résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001).

39. Les mesures prises en vue de l'application des résolutions concernées ont déjà été indiquées. Pour ce qui est de l'application des conventions et protocoles relatifs au terrorisme, veuillez vous reporter à la réponse à la question posée à l'alinéa d) du paragraphe 3.

Alinéa f) – Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas organisé ou facilité la perpétration d'actes de terrorisme et n'y ont pas participé?

40. La Jamaïque est partie à la Convention de 1950 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967. La politique en matière d'octroi du statut de réfugié est en révision. Le Cabinet doit élaborer un cadre précis pour remplacer les procédures spécifiques en vigueur.

41. Pour le moment, les demandes d'asile sont entendues par un comité d'examen composé de représentants de trois (3) organismes gouvernementaux chargés de l'application de la loi, de la sécurité nationale et des affaires étrangères. Les décisions relatives à l'octroi du statut de réfugié sont prises conformément aux dispositions de la Convention et aux directives du HCR. Tout élément indiquant que le demandeur a pu participer à des activités terroristes entraîne le rejet automatique de la demande.

42. La Jamaïque estime que ces obligations sont conformes aux dispositions de la Convention de 1950, notamment en ce qui concerne l'article F.

Alinéa g) – Quelles procédures avez-vous mises en place, conformément au droit international, pour empêcher que les auteurs ou les organisateurs d'actes de terrorisme ou ceux qui facilitent de tels actes ne détournent à leur profit le statut de réfugié et que la revendication de motivations politiques ne soit pas considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes?

43. S'il est prouvé qu'une personne qui a obtenu le statut de réfugié a participé à des activités terroristes, celui-ci est révoqué, et la personne peut être extradée ou expulsée.

44. L'article 7 de la loi sur l'extradition exclut expressément de la définition du délit politique, toute infraction extraditionnelle érigée en vertu d'un traité multilatéral, lorsque ce dernier a pour objectif de prévenir ou de réprimer une catégorie particulière d'infractions. En conséquence, il ne serait pas possible, aux termes de cette loi, d'invoquer des motivations politiques pour rejeter la demande d'extradition.

45. *Coopération technique.* La Jamaïque n'a pas encore achevé l'évaluation de ses besoins en matière de coopération technique. Selon une estimation préliminaire, une assistance sera particulièrement utile dans plusieurs domaines relatifs à la formation du personnel, notamment pour mieux déceler toute transaction suspecte en rapport avec le financement du terrorisme. Même si la Jamaïque a reçu une aide en vue de prévenir le blanchiment de l'argent, celle-ci demeure insuffisante lorsqu'il s'agit de questions aussi complexes que découvrir les infractions, procéder à l'enquête, instaurer une surveillance et engager des poursuites.

46. L'accès à l'information actualisée, notamment sur le développement du droit, est également un domaine à envisager. À cet égard, une base de données regroupant la législation applicable dans divers pays, des analyses et des articles sur les questions constitutionnelles et autres serait utile. Compte tenu des faibles ressources humaines disponibles, de nombreuses heures de travail sont consacrées à la recherche d'informations essentielles à la prise de décisions, ce qui crée des pressions sur les ressources en général. L'accès à la technologie, tant en termes d'acquisition que de maintenance pour renforcer la sécurité aux frontières et détecter les faux documents est également indispensable.

47. Dès que le Comité interministériel sur les mesures antiterroristes aura achevé ses travaux, la Jamaïque sera en mesure de procéder à une évaluation plus approfondie de ses besoins techniques.

Annexes

	<i>Volume</i>
• Loi sur les étrangers	I
• Loi sur les infractions à la législation sur les stupéfiants (confiscation des produits du crime)	VII
• Loi sur l'extradition	IX
• Loi sur les armes à feu	X
• Loi sur l'immigration (Citoyens du Commonwealth).	XI
• Loi sur les dommages causés aux biens dans l'intention de nuire.	XVII
• Loi sur le blanchiment de l'argent	XVIII
• Loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale	XVIII
• Loi sur les infractions contre les personnes.	XIX
• Loi sur la délivrance des passeports.	XIX
